13e année
numéro 257

la révolution prolétarienne

25 Octobre 1937
prix : 2 francs

revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE BIBLIOTHÈQUE

DANS CE NUMÉRO

Echec à l'alliance ouvrière !
par L. NICOLAS

Voici la crise de confiance
par M. CHAMBELLAND

Les écrits et les faits
par Victor SERGE

Avec la Brigade Internationale
par Robert MARTIN

La Palestine, nouvelle Egypte
par R. LOUZON

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél.: **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 257

(25 octobre 1937)

Echec à l'alliance ouvrière ..... L. NICOLAS.
Avec la Brigade Internationale ..... Robert MARTIN.
Une lettre de Emma Goldman.
Les attaques d'Aragon : Lettre d'un combattant. — La conduite des troupes staliniennes et « populaires ».

Les écrits et les faits

Cronstadt 1921. — Contre l'esprit de secte. — Bolchévisme et anarchisme. VICTOR SERGE.

La Renaissance du syndicalisme

La quinzaine : Voici la crise de confiance. — Comment en sortir? M. CHAMBELLAND.
Après le 20e congrès de l'Habillement : une victoire syndicaliste ..... G. PELLETIER.
En passant : Les honneurs militaires... — Un caractère. — Jouhaux soviétisé. — Lefèvre s'en va. — On demande un secrétaire.

Notes économiques et de politique

Les développements de la seconde phase de l'intervention britannique. — La Palestine, nouvelle Egypte. — La France continue à approvisionner d'or Franco. — Le recul du capitalisme d'Etat en Allemagne .... Robert LOUZON.

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Voir en 4ème page de la couverture

Nos conditions spéciales

pour la vente des brochures

LEGAY

et

YVON

Echec à l'alliance ouvrière!

Une scission dans l'U.G.T.

Les lecteurs de la *R. P.* se souviennent encore sans doute du pacte conclu fin juillet entre la CNT et l'UGT. Toute la presse de l'Espagne gouvernementale parlait de ce fait comme d'un « événement historique ». Or, deux mois se sont passés depuis et presque rien n'a été tenté pour l'application pratique de ce plan : parmi les divers comités locaux de liaison à créer entre les syndicats des deux centrales, la presse n'a signalé qu'un seul cas, celui des métallurgistes madrilènes des deux tendances (*Claridad* du 4-9-37). Toutefois l'unique communiqué à la presse donné au sujet d'une séance tenue par le Comité national de liaison parle d'autres localités, sans en citer les noms (*Solidaridad Obrera* du 9-9-37).

Le sabotage du rapprochement des deux centrales est surtout dû à l'hostilité sourde des agents communistes dans l'UGT; ceux-ci ne sont pas satisfaits des bases du pacte; ils le remettent entièrement en question contestant à la Commission exécutive de l'UGT le droit de conclure pareil accord et voulant le soumettre à l'examen préalable du Comité National de cette organisation. Il ne faudrait pas croire qu'ils agissent ainsi par souci de la démocratie ouvrière; ils s'appuient simplement sur une majorité favorable qu'ils ont créée au sein du Comité National par les manœuvres dans lesquelles ils sont passés maîtres dans tous les pays. Ils veulent à tout prix obtenir en Espagne la domestication complète du mouvement syndical. Ils se servent pour cela de toutes les méthodes possibles : avec la CNT ils usent de la ruse et de la flatterie; dans le Levant, ils n'ont pas hésité à créer une organisation de paysans dressée simultanément contre l'UGT et la CNT; enfin dans l'UGT elle-même, ils ont réussi à consacrer la scission. Voici les faits :

Les agents staliniens savent que dans la Commission exécutive la majorité est acquise aux éléments socialistes de gauche groupés autour de Largo Caballero. Ils entreprirent de faire sauter cette commission. Ils firent envoyer le 1-9-37 par leurs exécuteurs, retranchés dans les comités des Fédérations d'industrie, un ultimatum à la Commission exécutive; se basant sur l'art. 33 des statuts de l'UGT, ils sommaient celle-ci de convoquer dans la semaine une séance plénière du Comité national; ils basaient cet ultimatum sur le fait que les signataires constituaient la majorité de ce comité. L'ordre du jour qu'ils proposaient était extrêmement important. Il comportait : le rapport de la Commission exécutive, l'aide au gouvernement de Front populaire dans la guerre, les problèmes de la production et le contrôle ouvrier, la nationalisation des industries et l'adaptation des principales d'entre elles à la guerre, l'intensification de la production agricole, les coopératives et les collectivités, la rareté des vivres et la lutte contre la spéculation, la municipalisation des services urbains, l'unité d'action avec la CNT, les élections aux postes syndicaux vacants.

La Commission exécutive répondit à cet ultimatum par une lettre adressée aux Comités fédéraux signataires dont voici le passage essentiel reproduit d'après *Claridad* du 9-9-37. (Cette référence oblige à certaines réserves, mais la rédaction de la *R. P.* ne recevant pas la « Correspondencia de Valencia », seul organe officiel de l'UGT, il faut bien se servir des sources de documentation existantes) :

Cette Commission exécutive a reçu le document portant votre signature sollicitant la réunion du Comité national. Nous sommes étonnés que vous évoquiez votre droit suivant l'article 33, tandis que conformément à l'article 9 vous devriez être radiés pour non-paiement de cotisations. Vu que déjà lors du dernier Comité national il y eut plusieurs Fédérations qui assistèrent, délibérèrent et votèrent sans aucun droit, la Commission exécutive a décidé que ceci ne peut se répéter et s'est mise d'accord pour vous appliquer la première partie de l'article 9.

(*La première partie de l'article 9 dit : « Seront radiés les organismes en retard de deux trimestres de cotisation. »*).

Cette mesure frappait neuf Fédérations : mineurs, cuirs et peaux, eau, gaz et électricité, industrie pharmaceutique, bois, enseignement, vêtement et coiffure, banque et bourse, pétrole, formant un ensemble de 200.000 travailleurs.

Aussi dès le 6-9-37 la Commission exécutive s'adressait à tous les syndicats faisant partie des Fédérations exclues les invitant à s'adresser directement à elle pour reconstituer la liaison.

Les agents de Staline répondirent par une campagne violente. Ils usèrent surtout de l'argument sentimental assurant que l'exclusion frappait les héroïques mineurs asturiens; ils évoquèrent toute une argumentation technique contestant les dettes de cotisations ou offrant de les payer. Le 24 septembre les Comités fédéraux exclus invitèrent toutes les Fédérations d'industrie à une réunion commune où serait examinée la question des exclusions. 31 de ces Fédérations sur un nombre total de 42 répondirent à la convocation. Trois organisations très importantes restent fidèles à la Commission exécutive : les travailleurs de la terre, des métaux et des transports. Les exclus et leurs sympathisants ont fini par se proclamer seule organisation régulière et ont élu une nouvelle Commission exécutive. La scission est donc un fait.

Du point de vue de la démocratie ouvrière, il aurait été plus logique, au lieu d'invoquer des dettes, de convoquer un congrès extraordinaire qui aurait tranché ce conflit. Certes pareille convocation est très difficile en Espagne dans les conditions actuelles : comment assurer loyalement la représentation de régions très industrielles comme les Asturies en pleine guerre ou de la Biscaye occupée par les Blancs?

Certes, les hommes du type Caballero méritent d'être traités avec la plus grande circonspection. Changer trois fois d'attitude en l'espace de six ans, n'offre pas de garantie de stabilité pour l'avenir : massacrer les ouvriers socialistes et anarchistes en 1931 et 1932, faire la loi scélérate sur la défense de la république bourgeoise, passer ensuite au

stalinisme camouflé, contribuer à la bolchévisation dans le parti socialiste et l'UGT, pour finir par la défense de l'indépendance syndicale, voilà une voie bien sinueuse. Mais l'aile gauche de l'UGT comporte beaucoup de militants sincères de la base et leur position actuelle de barrage aux staliniens est conforme aux intérêts du prolétariat. Voici leur argumentation exposée dans la « Correspondencia de Valencia » à l'occasion de la lettre du Bureau politique du parti communiste offrant la « main tendue » aux anarcho-syndicalistes de la CNT. Le premier extrait a été reproduit par « Solidaridad Obrera » du 17-9-37 :

Le document qui vient d'être publié par le « Bureau » est une preuve irréfutable de plus de l'inconsistance théorique et pratique du groupe dirigeant entraînant depuis des années à la dérive ce qu'il prétendait être l'avant-garde consciente du prolétariat révolutionnaire et qui agit trop fréquemment à l'arrière comme la sixième colonne inconsciente.

Comme le jour où il décida d'entrer d'un coup en plein dans les alliances ouvrières après les avoir combattues à feu et à sang; comme quand subitement il décida de lutter de toute son âme pour la république démocratique et parlementaire, après avoir exigé de nous, le couteau à la gorge, la rupture totale des nœuds qui auraient joint le prolétariat à la bourgeoisie; ainsi qu'au moment où soudain il se jeta aux pieds du socialisme après avoir juré mille et une fois que l'union avec le socialisme révolutionnaire ne pourrait se faire sans arracher au préalable toute la racine réformiste; comme à tant d'autres moments culminants du développement de la révolution, le monolithe de la discipline de fer et de la ligne ferme inébranlable décrit un virage de 180 degrés et commence à soutenir l'évidence de ce que la veille encore il réputait plus obscur qu'une tache.

Le deuxième article contient un avertissement à la CNT, il est reproduit d'après « Solidaridad Obrera » du 19-9-37 :

Le parti communiste persiste dans sa position fausse de toujours; dans sa conduite, apparaît un manque certain de sérieux. Nous avions vu juste lorsque lisant le document du Bureau politique du parti communiste nous disions que personne ne s'y fierait; tout ce qu'il poursuivait c'était de se faire un jouet de la CNT en feignant de protester en faveur de l'unité et du rétablissement du Front populaire.

Le parti communiste a trompé, une fois de plus, ceux qui naïvement ont voulu voir dans les manifestations du Bureau un changement de tactique. Le parti communiste n'apporte pas l'unité antifasciste. Il l'ébranla un jour et la brisa; aujourd'hui, poursuivant une tactique de suicide, qu'il proclama lui-même incompatible avec les intérêts de la guerre et de la révolution, il rend la solution plus difficile; il prétend créer une situation d'hostilité en usant du style le plus vieux et le plus répugnant contre les deux grandes centrales syndicales. Voilà les lauriers du parti communiste.

La « Correspondencia de Valencia » vient d'être suspendue. L'emprise stalinienne est tellement forte non seulement en Espagne, mais même à l'étranger que la disparition de l'organe de Largo Caballero, est totalement passée sous silence. Le « Peuple », organe de la C.G.T. et le « Populaire », organe du parti socialiste, ne signalent même pas le fait à leurs lecteurs : il y a quelques semaines à peine pour eux Largo Caballero était pourtant le grand champion de la démocratie espagnole. Que serait un congrès de l'UGT dans pareille atmosphère si même un Caballero ou un Araquistain ne peut plus publier librement un journal ou parler aux réunions? Que doivent subir les simples militants du rang?

Ce despotisme s'explique par le fait que le mécontentement gronde dans les rangs syndicaux. L'appréciation de *Claridad*, journal très communiste, est extrêmement significative à cet égard. La voici reproduite d'après le numéro du 6-9-37 :

Chaque assemblée est une lutte sans quartier, dans laquelle on met parfois la même passion ou plus que dans les autres batailles livrées autrefois à l'ennemi de classe. Chaque élection aux postes d'une direction, évoque avec amertume et douleur, tout l'appareil d'agitation et de propagande, que nous, les travailleurs, étions obligés de mettre en marche lorsque les gouvernements bourgeois nous convoquaient aux urnes. Crieurs de candidatures, tracts d'origine inconnue qui signifient des menaces intolérables, attitudes hors de propos et manifestations inopportunes. Telles sont les conséquences extérieures de cette lutte de suicide que quelqu'un a intérêt à fomenter au sein des syndicats de notre glorieuse centrale. Mais, a-t-on pensé aussi aux répercussions internes de ces batailles? S'il en avait été ainsi, sans doute le sens commun aurait freiné beaucoup des attitudes que nous blâmons. C'est aux syndicats principalement que l'on porte préjudice avec une politique pareille, agressive mais négative. Ces préjudices se manifestent par un manque d'activité, l'absence absolue d'énergie pour des actions de grande envergure et d'actualité. Ce chemin n'aboutit nulle part, si ce n'est à discréditer les syndicats jusque dans leur essence, à la négation de la tâche spéciale des syndicats.

Avec sérénité, mais avec énergie nous nous permettons de mettre les syndicats en garde. La réflexion s'impose. Le moment actuel n'est pas précisément le plus approprié pour se livrer aux luttes intestines qui affaiblissent notre force, qui divisent le prolétariat plus encore. Nous avons été partisans, — et nous avons montré en cela de la constance dans ces pages, — de ce que les syndicats tiennent leurs assemblées. Mais nous défendions cette nécessité d'un point de vue positif; nous avions cru que les syndicats pouvaient, à travers leurs assemblées réaliser un travail constructif dont les manifestations immédiates seraient d'appuyer le gouvernement par des faits, triompher des manquements dans la production, intensifier le travail, mettre en marche tous les engrenages de l'industrie et des champs en s'orientant vers l'objectif qui doit être le même pour nous tous. Mais si les assemblées des syndicats doivent servir de prétexte pour manœuvrer en usant de procédés à la Ignace de Loyola, pour briser tout ce qui était uni et empêcher d'unir ce qui était encore séparé, alors il vaut mieux ne pas tenir ces assemblées.

Décidément pour en arriver à dire cela les staliniens doivent se heurter à une résistance sérieuse!

L'opinion des socialistes de gauche

L'organisation socialiste de Madrid vient de faire connaître son appréciation de la situation dans une lettre ouverte adressée à la Commission exécutive du parti socialiste espagnol. Cette organisation compte dans ses rangs des hommes politiques de l'importance de Largo Caballero, Araquistain, Pascual Thomas et Llopis. Elle est reproduite d'après des extraits publiés dans « Independent News », bulletin français de l'Independent Labour Party et l'édition anglaise du bulletin d'information de la FAI-CNT N° 49 :

Un peuple est invincible à condition qu'on ne lui fasse pas perdre la foi en ses aspirations de liberté, à condition que de son propre sein et de ses sacrifices collectifs il ne voit pas surgir un nouveau pouvoir tyrannique, un despotisme interne qui glacerait son enthousiasme dans le combat et à l'arrière et à la longue l'affaiblirait en face de la tyrannie extérieure.

... La conscience qu'il existe une organisation politique travaillant avant tout à l'accroissement de son pouvoir, avec la secrète aspiration de devenir l'organisation unique pendant et après la guerre ébranle dangereusement le moral des combattants et des travailleurs de la ville et des champs.

... C'est à la Section espagnole de l'Internationale communiste que nous nous référons. Nous rendons ce parti principalement responsable des malheurs subis depuis trois mois par la cause républicaine et de ceux, plus graves encore, qui sont à venir si l'on n'y trouve un prompt remède.

Jusqu'il y a trois mois existait en Espagne une véritable unité d'action antifasciste. Tous les partis et syndicats collaboraient directement au contrôle et aux responsabilités de la guerre. Aujourd'hui cette unité d'action s'effrite chaque jour davantage. Par la faute de qui? En premier lieu par la faute du parti communiste qui fut le premier à monter une conjuration pour éloigner du pouvoir les hommes et les organisations qui ne se soumettent pas aux consignes importées du communisme; plus tard il dénigrait lui-même les personnalités qu'il avait placées sur un piédestal, s'il voyait en elles un obstacle à sa besogne de partisan, soit à la guerre, soit dans les départements de l'Etat. Il se basait sur la ridicule théorie que les partis politiques, et en particulier le parti communiste, sont des corps privilégiés, presque d'origine divine, chargés de la mission de diriger la conduite publique; tandis que les syndicats doivent simplement travailler et aveuglément obéir aux nouveaux aristocrates sélectionnés; comme si ceux qui ont une profession manuelle ou intellectuelle avaient moins de capacité pour les affaires de l'Etat que ceux qui ont pour métier rien que la politique et parfois quelle politique!

Ce parti a déclaré une guerre à mort à ceux qui dans l'UGT et dans la CNT s'opposent à sa politique totalitaire, qui n'est pas précisément la dictature du prolétariat. Il a brisé les relations cordiales qui existaient entre ce parti et l'aile gauche du parti socialiste depuis la révolution d'Octobre et pendant les premiers mois de l'insurrection militaire de 1936. A présent ils ont même l'audace de dire que c'est de notre côté que la politique est changée.

Les socialistes de gauche sont ce qu'ils étaient avant. Ils ne sont pas responsables d'un seul acte hostile contre le parti communiste, mais les communistes ont de pareilles responsablités. Les socialistes de gauche veulent toujours l'unité politique des deux partis, mais aux trois conditions formulées comme base de discussion et établies par une assemblée de leur groupement en avril 1936.

Le parti unique doit être soumis à une direction et à une responsabilité exclusivement nationales; en tout cas un congrès national peut rejeter l'unité.

Nous désavouons la campagne de pression et de persécution menée par le parti communiste sur les fronts et à l'arrière; elle est contraire à l'équité; elle révolte les socialistes qui gardent la dignité de leur parti et leur propre dignité en tant qu'hommes et Espagnols. L'injustice et le favoritisme déchaîné n'ont jamais servi de moyens d'attraction en Espagne; les dirigeants mal avisés de la Section espagnole de l'Internationale communiste auraient dû tenir compte de cela...

Quelque chose de plus a été détruit. Un gouvernement, qui était le plus national par son but et le plus efficient simultanément dans le pays et à l'étranger que l'Espagne républicaine ait eu depuis le début de la guerre; il était aussi pour l'unité de tous les partis et syndicats, ainsi que pour la compréhension des partis ouvriers appuyant l'unité politique. Ainsi la confiance des soldats au front et des ouvriers à l'arrière fut détruite. Malgré que la guerre soit une chose bien tragique coûtant des fleuves de sang au peuple espagnol, le parti communiste n'a pas hésité à la mettre au service de sa politique d'absorption et de spéculation.

Si les récentes et malheureuses opérations de Brunete, repoussées antérieurement, à plusieurs reprises par les techniciens qui les considéraient comme vouées à l'échec, si ces opérations n'étaient le fruit que d'erreurs purement militaires, nous nous tairions, sauf pour demander la destitution et le châtiment des coupables de tant de sang populaire inutilement répandu; mais dans ces opérations, les objectifs militaires étaient subordonnés à de louches fins politiques : à la glorification des chefs communistes qui les dirigeaient, en cas de succès. Il s'agissait de montrer la supériorité d'un gouvernement qui pouvait revenir et sauver Madrid par contraste avec un gouvernement accusé d'avoir abandonné la ville; de démontrer également que si une victoire si aisée n'avait pas été obtenue plus tôt, cela était dû à la résistance déraisonnable de ceux qui confondaient l'inaction avec la prudence, et l'opposition aux passions partisanes du communisme avec la réflexion et le souci de ne pas verser criminellement des torrents de sang populaire. Les résultats lamentables ont démontré qui avait raison.

Résumant sa position à l'égard du parti communiste, l'organisation socialiste de Madrid conclut :

Politique de division et politique spectaculaire, au prix de milliers et de milliers de morts et de blessés sans aucun profit stratégique, telle a été et est la politique du parti communiste. Si nous étions aussi malveillants

qu'eux, nous penserions que cette politique doit servir à créer les conditions morales et matérielles qui favoriseraient une défaite ou un nouvel « abrazo de Vergara ».

Nous voulons bien croire qu'il s'agit d'erreurs de jugement et des manœuvres d'une intelligence mécanisée et courte qui se figure que la victoire est proche et qu'il suffit des communistes pour l'obtenir.

Erreur profonde si cela était. La victoire sera celle de toutes les forces antifascistes ou ne sera pas. Un parti qui suit cette politique est incapable pour la direction et les responsabilités de la guerre. De deux choses l'une : **ou le parti communiste modifiera sa politique de défaite, ou bien il faut l'écarter des affaires publiques, comme ennemi de l'Espagne républicaine.**

La lettre ajoute que pour être juste il faut dire que si le parti communiste est le principal responsable de la situation actuelle, il n'en est pas le seul. Sans désigner nommément le parti socialiste, les auteurs accusent des complicités inexplicables à l'intérieur de ce parti :

Il y a une infinité de formes de trahison. Mais celle de vouloir liquider un parti au profit d'un autre était inédite... De cela ne peut être capable qu'une minorité antirévolutionnaire, antidémocratique et sans scrupule, à qui importe seulement le pouvoir pour le pouvoir, à n'importe quel prix.

L. NICOLAS.

Avec la Brigade Internationale

Encore un témoignage direct sur l'attitude contre-révolutionnaire des communistes en Espagne. Celui-ci, tiré également de Controversy, *numéro de septembre, n'est que le récit, mais combien saisissant, d'un ouvrier anglais, sans parti. Engagé dans les rangs de la Brigade Internationale, dans l'espoir d'y servir la cause des travailleurs, il a dû quitter l'Espagne sans combattre après avoir failli grossir le nombre des victimes des staliniens.*

Ce que j'avais entendu à la T. S. F., lu dans les journaux, vu dans les cinémas, m'avait décidé à partir en Espagne combattre dans les rangs des travailleurs. Je rejoignis la Brigade Internationale. Auparavant il me fallut une recommandation d'un membre du parti communiste. Le parti communiste me dit que la Brigade Internationale était composée de volontaires pour lutter contre le fascisme et pour la révolution des travailleurs, mais que celle-ci ne pourrait avoir lieu qu'une fois la guerre terminée.

Je trouvai cela raisonnable, mais je m'attendais à trouver, du moins dans la Brigade elle-même, un esprit et une façon d'agir socialistes.

Je ne veux ni donner de dates ni décrire en détail comment nous, volontaires, pûmes gagner Barcelone. Malgré l'amertume de mes expériences, je ne veux rien livrer au gouvernement anglais. Mais, à cause de la suite de mon aventure, il me faut dire que, et à Paris et en Espagne, nous fûmes fortement mis en garde contre les anarchistes. En fait, on nous amena à cette conclusion : que les anarchistes étaient tout autant que les fascistes les ennemis des travailleurs d'Espagne.

Nous arrivâmes à Barcelone par mer. On nous avait dit que nous ne pourrions pas y arriver par terre parce que les anarchistes tenaient la frontière et nous fusilleraient.

Notre bateau fut coulé par un sous-marin — italien, paraît-il. Quand la torpille heurta le navire, je sautai par-dessus bord; je fus recueilli par un bateau de pêche après avoir passé vingt-cinq minutes dans l'eau. Soixante-cinq hommes sombrèrent avec le bateau. Je fus bouleversé profondément par la manière dont les jeunes camarades qui étaient restés à bord chantèrent l'*Internationale* tandis que le bateau s'enfonçait. Parmi eux, il y avait mon ami, Robert MacDonald, qui s'était engagé avec moi.

Mon premier étonnement fut d'apprendre que les pêcheurs qui m'avaient sauvé étaient des anarchistes. On m'avait averti que les anarchistes étaient nos ennemis tout autant que les fascistes et qu'ils nous fusilleraient. Et voilà qu'ils venaient à mon secours et à celui des autres camarades qui étaient dans l'eau. Une fois à terre, ces pêcheurs anarchistes m'entourèrent d'une sympathie et d'une sollicitude que je n'oublierai jamais. Après avoir reçu des soins à l'hôpital, je fus emmené par un anarchiste dans sa maison et traité avec la plus grande gentillesse.

Ce soir-là nous prîmes le train pour Barcelone où nous arrivâmes tard dans la nuit. De nouveau on nous mit en garde contre les anarchistes. On nous dit qu'on ne pouvait nous emmener dans la ville par les rues principales parce que nous serions fusillés par eux. On nous fit passer par des rues écartées et des ruelles en nous recommandant de ne pas faire de bruit. On nous amena à la caserne Karl Marx où on nous laissa pour la nuit en nous enjoignant de ne pas en sortir. Nous demeurâmes là deux jours.

De Barcelone nous allâmes à Valence, où Robert Minor, le correspondant américain du *Daily Worker* nous fit une allocution en nous répétant les avertissements contre les anarchistes. Je commençai à trouver que ça devenait exagéré.

Ensuite nous allâmes à Albacete, puis on nous dirigea sur le quartier général de la Brigade Internationale à Madrigras. Les conditions de vie y étaient très mauvaises. Je ne m'attendais certes pas à du confort en Espagne et j'aurais enduré toutes les privations sans me plaindre si nous en avions tous eu notre part dans l'égalité que j'attendais d'une brigade communiste. Mais tandis que les billets de logement et la nourriture fournis pour les simples soldats étaient misérables, les officiers étaient logés dans le meilleur immeuble de la ville et recevaient une nourriture excellente, comprenant de la viande, du beurre et des œufs. Nous ne pouvions jamais obtenir la moindre cigarette anglaise ou américaine. Les officiers, eux, en avaient en abondance. On ne nous donnait qu'une nourriture insuffisante, jamais de viande, alors que les officiers ne manquaient absolument de rien. Je suis allé à leur logement et j'ai pu constater moi-même les différences de traitement.

Ce contraste entre les conditions de vie des simples soldats et des officiers fut l'une des premières

choses qui me troubla : ce n'était pas là vraiment l'armée des travailleurs, mais une armée qui maintenait les différences de classes. Au parti communiste, à Glasgow, on m'en avait pourtant fait une description totalement différente, on m'avait dit que nous serions tous camarades et égaux.

Quand mes camarades partirent sur le front, je ne fus pas compris dans leur détachement. On me dit que je devais retourner à Albacete, que c'était de là que je serais dirigé sur le front. Arrivé à Albacete, je fus mené devant le commandant Lamont. Je m'informai de la date de mon départ sur le front. Il me dit que je n'y partirai pas, que j'irai en prison. Je demandai pourquoi. Il me répondit qu'il n'en connaissait pas la raison mais qu'il avait des ordres formels pour m'arrêter.

Je fus donc mis en prison où je me trouvai avec soixante-dix autres camarades de la Brigade Internationale. Parmi eux il y avait des camarades qui avaient passé des mois au front. Désillusionnés, ils avaient demandé à rentrer chez eux. Au lieu de les laisser partir, on les avait emprisonnés. A l'un d'eux on avait fait une mauvaise blessure au bras. Plusieurs autres étaient aussi blessés.

Je demandai à voir le commissaire politique afin de découvrir pourquoi j'étais en prison, pourquoi on ne me relâchait pas. Il vint me voir huit jours plus tard, me dit qu'il ferait son possible pour me faire sortir, mais qu'il ne pouvait pas grand'chose, et que j'étais un homme trop dangereux pour être envoyé sur le front. Il était Gallois et communiste.

Un après-midi le garde me mena devant la commission du conseil de guerre, composée du commandant Lamont et d'un autre officier qui parlait français, mais qui était Russe. C'est un autre Russe qui avait connu cet officier longtemps avant d'être emprisonné, qui me l'a dit par la suite.

Je demandai à être assisté par le commissaire politique, mais ce ne me fut pas accordé. Quand je demandai la raison de mon emprisonnement, on me répondit que j'étais un provocateur et soupçonné d'appartenir aux fascistes de Mosley en Angleterre. On me demanda à quel parti j'appartenais. Je leur dis que je n'appartenais à aucun parti, mais que j'étais antifasciste et un travailleur conscient de son devoir de classe. Ils me dirent alors que j'étais un criminel et que je n'étais venu en Espagne que parce que je craignais d'être arrêté. Alors j'eus la hardiesse de demander pourquoi des membres du parti communiste se trouvaient en prison et pourquoi on fusillait les travailleurs de Barcelone. Ils me répondirent que ce que je venais de leur dire était une provocation et leur prouvait nettement que j'étais un fasciste. Et ils donnèrent l'ordre de m'enfermer de nouveau.

En prison, nous fîmes une grève de la faim parce qu'on ne nous donnait pas assez à manger. Permettez-moi de redire que nous ne nous serions pas plaints de ces privations si elles avaient été le fait d'un manque général de vivres. Les meneurs de la grève furent éloignés; je ne sais pas ce qu'il est advenu d'eux. Ceux qui restaient furent répartis entre plusieurs cellules. Elles étaient infestées de vermine. On ne faisait rien pour essayer de les tenir propres. Nous demandâmes de l'eau, un désinfectant et des brosses pour nettoyer les cellules, mais en vain. La chaleur et le manque d'air étaient épouvantables. Nous étions environ trente-cinq hommes dans une seule chambre avec seulement deux petites fenêtres. On amena une nuit un camarade malade — il éprouvait de violentes douleurs d'estomac, était à l'agonie. Son état nous parut si grave que nous nous mîmes à donner des coups dans les portes pour attirer les gardiens et leur demander d'emmener ce camarade à l'hôpital. Trois jours se passèrent avant qu'on s'occupât de lui; alors seulement, le docteur ordonna de le conduire à l'hôpital.

Par suite de la mauvaise nourriture, de la chaleur et de la vermine, il y avait tout le temps des hommes malades. On ne leur donnait aucun soin correspondant à leur état; on leur distribuait seulement des pilules.

Nous restâmes là dix-huit jours. Certains y étaient depuis des mois. Dix jours après notre arrivée, on emmena quelques-uns de mes camarades dans une voiture d'ambulance en leur disant qu'on allait les renvoyer chez eux. Il y avait parmi eux deux Canadiens, Fred Walker et James Bradley, et quelques camarades français. Les communistes leur dirent cordialement adieu, leur serrèrerent la main, crièrent « Salut, camarades » en levant le poing. Les gars étaient heureux de savoir qu'ils rentraient chez eux, et naturellement à nous aussi ça nous donnait de l'espoir.

Huit jours plus tard il nous arriva la même chose. On nous tira de la prison pendant la nuit, on nous enleva notre équipement militaire, on nous donna des vêtements civils, et on nous déchira nos cartes d'identité de membres de la Brigade Internationale. On nous dit que la Brigade, c'était fini pour nous; que nous allions à Barcelone et de là à Marseille.

Avant notre départ, le commandant Lamont nous dit : « Allons, les gars, vous allez retourner chez vous », et il nous fit une espèce de salut sarcastique qui me surprit. Il nous dit de ne pas faire les « fortes têtes » avec nos gardes si nous ne voulions pas avoir à aller à pied de Barcelone à Perpignan (de l'autre côté de la frontière).

On nous emmena dans une voiture d'ambulance, très tard dans la nuit pour que nous n'éveillions pas l'attention. Nous étions quinze; un officier français armé prit place avec nous dans la voiture. Nous allâmes à Valence, et de là à Barcelone. On nous amena au quartier général de la Brigade Internationale dans la caserne Karl Marx. On nous dit d'attendre là jusqu'à ce que nos passeports soient en règle — on nous les avait enlevés lorsque on nous avait emprisonnés à Albacete. Finalement on nous fit réintégrer la voiture d'ambulance en nous disant qu'on allait nous conduire à Perpignan.

On ne nous conduisit pas à Perpignan, mais bien à la Calle Corsiga qui est le commissariat central de Police de Barcelone. Nous demandâmes ce qui arrivait; on nous répondit encore que tout allait bien et que nous allions être renvoyés chez nous. On nous ordonna d'entrer dans le commissariat. Nous remarquâmes avec méfiance qu'on plaçait des gardes à la porte. On prit nos noms, nos âges et les noms de nos parents.

On nous fit alors remonter dans la voiture d'ambulance et on nous conduisit à l'hôtel Falcon sous escorte armée. A ce moment-là nous ne pûmes plus croire à ce prétendu retour dans notre pays, car l'hôtel Falcon, qui avait été l'un des locaux du P. O. U. M., était converti en prison.

Il était rempli de prisonniers, et nous retrouvâmes là quelques-uns des camarades qui avaient quitté Albacete huit jours avant nous, et que nous avions cru de retour dans leur pays. Parmi eux se trouvaient les deux Canadiens et les camarades français. Nous entendîmes dire qu'il y avait de

nombreux membres de la Brigade Internationale enfermés dans les différentes prisons de Barcelone. Quand nous demandâmes au capitaine pour quelle raison nous étions là, il répondit qu'il n'en savait rien; — pourquoi il ne nous libérait pas, il répondit qu'il avait l'ordre de nous garder là. Le quatrième jour on nous fit descendre en nous disant que la police allait nous conduire ailleurs. On nous ramena de nouveau à la Calle Corsiga, où l'on nous posa un grand nombre de questions; on nous photographia et on nous prit nos empreintes. A ce moment-là encore nous avons espéré que c'était peut-être des formalités pour les passeports et qu'on allait nous libérer.

A l'hôtel Falcon on nous traita comme des criminels. Les gardiens prétendaient que tous ceux qui étaient là étaient des fascistes; — il y avait, à n'en pas douter, quelques fascistes. Nous ne cessions de demander au capitaine quand nous serions relâchés, il nous répondait toujours qu'il n'en savait rien. Avec moi il y avait un certain nombre de camarades français qui appartenaient au parti communiste et qui se refusaient à croire que leur parti pouvait être en rien responsable de notre emprisonnement. J'écrivis une lettre au parti communiste de Barcelone demandant notre relâchement. En voyant que nulle réponse n'arrivait, les plus loyaux communistes commencèrent à douter.

Parmi les prisonniers de l'hôtel Falcon il y avait un camarade venu en Espagne, qui était fils du ras Imru, le prince abyssin. Il avait été porté aux nues par le parti communiste qui l'avait aussitôt nommé commandant dans la Brigade Internationale. Les journaux communistes avaient publié de lui des photographies et des interviews; et voilà ce qu'ils en avaient fait : un prisonnier!

La ration de nourriture à l'hôtel Falcon était tout juste suffisante pour nous empêcher de mourir tout à fait de faim. Nous n'avions que deux repas par jour, le premier à 3 h. de l'après-midi et le deuxième à 10 h. 30 du soir. Tous les deux consistaient en une seule assiettée de soupe — de l'eau où trempaient quelques morceaux de pommes de terre — et en un morceau de pain sec. Les camarades étaient toujours affamés. Un certain nombre de prisonniers avaient des amis à Barcelone qui leur apportaient des vivres; mais les membres de la Brigade Internationale étaient sans amis. Personne à Barcelone ne savait qu'ils étaient en prison. Le parti communiste leur refusait toute aide; leur situation était désespérée.

Je réalisai alors que notre libération demanderait des mois. Certains prisonniers étaient retenus depuis des semaines. Il n'y avait plus de raison d'espérer qu'on nous libère avant la fin de la guerre. Aussi, moi, je résolus de m'évader; j'attendais le moment.

L'hôtel Falcon était soigneusement gardé, mais au cours d'une violente averse, je remarquai que les gardiens s'étaient mis à l'abri; alors de la véranda du premier étage je me laissai glisser dans la rue; tout le monde courait à cause de la pluie torrentielle, je courus aussi sans être remarqué et m'enfuis.

J'obtins un refuge chez des ouvriers espagnols qui sympathisaient avec les anarchistes. Une fois de plus ces anarchistes qui devaient me fusiller me sauvèrent.

Je savais que je ne pouvais quitter le pays sans laisser-passer. Je me décidai donc à aller à la caserne Karl Marx demander mes papiers. Là quand on sut que j'étais sans papiers, on appela la police, aussi « je me défilai ».

Dans ces conditions il ne me restait plus qu'à aller trouver le consul britannique pour obtenir des papiers d'identité qui me permettent de quitter l'Espagne. Le consul me dit qu'il ne se passait pas de semaine que des hommes de la Brigade Internationale ne vinssent lui demander son aide pour quitter le pays. Je m'embarquai sur un bateau français à destination de Marseille, et rentrai chez moi.

A Paris, je me rendis au parti communiste pour demander quelque aide. Ils refusèrent de m'aider, mais quand je leur fis remarquer qu'en partant en Espagne je leur avais laissé mes effets civils, et que je venais les réclamer, ils me donnèrent quelques vêtements

En arrivant à Londres, étant sans le sou, j'allai au I. L. P. qui me donna de l'argent pour retourner chez moi, en Ecosse. Les gens, en Ecosse, « n'en reviennent pas » quand ils apprennent mon histoire.

Ç'a été une expérience amèrement décevante. J'allais en Espagne en tant qu'ouvrier pour combattre les fascistes. Je répondais à l'appel des communistes. Au lieu de me permettre de combattre les fascistes, les communistes m'ont mis en prison. Je dois dire que le traitement que j'ai reçu de ces derniers, je l'aurais peut-être attendu des fascistes, mais jamais des communistes. La seule chose qu'ils pouvaient me reprocher c'était d'avoir protesté contre les différences de traitement entre soldats et officiers dans une armée qui prétendait être l'armée des travailleurs.

Je ne veux pas écrire quoi que ce soit qui puisse rendre la tâche de vaincre Franco plus difficile, mais il est nécessaire et juste que le sort de nombreux camarades de la Brigade Internationale soit connu. Je ne peux oublier mes bons camarades — des ouvriers admirablement conscients de leur devoir de classe — emprisonnés à Barcelone encore actuellement, dans des conditions qui ne peuvent que briser leur corps sinon leur moral. J'écris ce récit dans l'espoir qu'il suscite à leur égard un mouvement de solidarité, et afin que les nombreux et excellents camarades que j'ai dans le parti communiste comprennent enfin ce que leur parti est en train de faire en Espagne.

ROBERT MARTIN.

Pour les réfugiés espagnols, action directe !

A Ezy, près d'Evreux, des ouvriers occupent la gare, lors du départ du train des proscrits. Ils se couchent sur les rails, essayant de rendre impossible l'exécution du décret scélérat. Les gardes mobiles finissent par emmener les pauvres victimes espagnoles en autocars! Espérons que les conducteurs n'étaient pas de bons syndiqués de la C.G.T.

A Trélazé, c'est le maire de la commune qui, sous l'impulsion des syndicats locaux, interdit le refoulement des réfugiés tandis que les organisations ouvrières se chargent du ravitaillement et de l'hébergement.

Si ces actes de résistance se multipliaient, Dormoy reculerait. Ainsi les femmes et les enfants asturiens en faveur desquels le « Populaire » (journal du parti du même Dormoy) lance des appels pathétiques pourraient vraiment trouver asile.

Les attaques d'Aragon

Lettre d'un Combattant

La lettre ci-dessous a été écrite le 9 septembre dernier à un camarade de la R. P., *en réponse à sa demande de nouvelles sur le sort des camarades de l'escouade à laquelle il avait appartenu jusqu'après les événements de Mai.*

La compagnie dont il s'agit est une compagnie typiquement céentiste et anarchiste; elle fait partie de la division commandée par l'anarchiste Ortiz. C'est l'ancienne centurie Francia, *ainsi nommée parce qu'elle était, à l'origine, formée de camarades espagnols habitant la France, qui avaient rejoint l'Espagne après le 19 Juillet. Elle est actuellement composée entièrement d'Espagnols, à trois ou quatre exceptions près. L'auteur de la lettre est un Castillan, travailleur de l'hôtellerie en France, dans les Basses-Pyrénées, depuis plusieurs années. Quelques temps après la prise d'Irun il rejoignit les colonnes confédérales d'Aragon; son père, qui habitait aussi la France, a rejoint également l'Espagne, où il sert, sur le front de Madrid, dans les unités communistes.*

PHILIPPE COLOMBET
milicien du front d'Aragon, membre de plusieurs organisations révolutionnaires françaises et plus particulièrement de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix, tué à la prise de Codo (fin août 37).

Puebla de Alborton, 9-9-37.

Bien cher ami et compagnon,

Je réponds à votre lettre à la place de notre cher et regretté ami (1). Excusez-moi de l'écrire aussi crû, mais il est inutile, pour dire une chose, de chercher des détours. Je vous dirai que tous le regrettent et ne veulent pas croire à sa mort, mais je suis hélas! bien placé pour la savoir, j'ai fait assez de démarches pour le savoir; maintenant c'est même officiel.

Je vais essayer de vous donner quelques explications sur ce qui s'est passé depuis la dernière fois qu'il vous a écrit.

Le 1er août, nous recevons un ordre nous enjoignant de nous transporter à un village qui s'appelle Huesa (2). Le lendemain matin, à 3 heures, nous entrons au combat; nous délogeons l'ennemi de ses retranchements et nous le suivons, en courant, sur un parcours de 8 à 10 kilomètres sur un terrain très accidenté dont nous ignorions tout. L'attaque, et tout ce parcours, sont faits sans une perte, sans un blessé, bien que les forces qui attaquent se composent tout juste d'une compagnie, la nôtre, c'est tout.

A force de courir, nous arrivons à un village qui s'appelle Rudilla. Là, les choses changent. Germinal (3), en tête, nous descendons une montagne et arrivons au village, mais hélas! ces salauds-là s'étaient retranchés dans une maison qui était un véritable fortin. Le premier qui tombe est Germinal. Fernando (4) et un autre se jettent à son secours et restent debout à le soigner; les trois y sont restés. Après, ce fut Morejon (5), puis Boris (6), blessé de trois balles, mais qui, heureusement, ne furent pas grand'chose, sauf une au bras droit pour laquelle les docteurs voulaient lui couper le bras, mais ils n'en ont rien fait.

Pendant ce temps, des forces venues d'un autre côté avaient pris sept villages et opéré une avance de plus de 40 kilomètres de profondeur. Avec la nôtre, cela faisait une superficie de terrain de près de 150 kilomètres carrés.

Finalement ce village de Rudilla était pris à l'assaut à 3 heures du matin par cinq hommes : le commissaire du bataillon, Philippe (7), le petit Sevilla, Mallorca (8) et moi. Uniquement à la bombe à main. Si ça n'avait pas été les morts et blessés que nous avions eus, c'eût été un véritable triomphe.

---

(1) Philippe Colombet, camarade français; sur le front d'Aragon depuis janvier.

(2) Ce village est, sauf erreur, dans la région Nord de Teruel.

(3) Germinal Britto, sergent de la section. Anarchiste et homme admirable. Son père avait dû quitter l'Espagne après les événements survenus lors de la mort de Ferrer, et s'était établi en France. Comme tant d'autres, Germinal s'était fondé un foyer, et avait acquis une petite « position » en France. Il possédait sa maison et un bout de terrain dans les environs de Montpellier. Il n'hésita pas à quitter tout cela. Dans la semaine qui suivit le 19 Juillet il partait pour l'Espagne et montait aussitôt sur le front, qu'il ne devait plus quitter.

(4) Capitaine de la compagnie. Anarchiste .

(5) Caporal de l'escouade. Jeune catalan intelligent et bon. Anarchiste.

(6) Camarade bulgare, étudiant en médecine dans une Faculté de France; rejoignit l'Espagne dès Juillet. Anarchiste.

(7) Philippe Colombet.

(8) Sevilla et Mallorca, deux jeunes camarades de l'escouade, désignés ici par le surnom sous lequel ils étaient seuls connus; le premier originaire de Séville, et le second de Majorque. Anarchistes tous les deux.

Nous avons été relevés douze jours après, moitié crevés, dormant à même la montagne, pas d'eau, un soleil de feu, un véritable enfer. On va se reposer à côté de Hijar dans un charmant patelin.

Au bout de huit jours, branle-bas. A Vinaceite! Et le lendemain matin nous étions devant Codo (9). Pendant deux jours nous avons supporté le feu ennemi sans une perte, puis, après avoir appris que Quinto était pris et que Belchite se défendait mollement, nous recevons l'ordre d'attaquer Codo et de le prendre. Jusqu'au pied de l'église, rien, absolument rien. Philippe veut faire comme à Rudilla, c'est-à-dire annoncer la prise en sonnant les cloches. Après quelques conseils de prudence, je m'éloigne pour nettoyer quelques points; j'entends les cloches, cela voulait dire que tout allait bien n'est-ce pas? Or, figurez-vous qu'il en restait là-haut, et qu'ils l'ont laissé faire, mais quand il descendait les escaliers, ils lui ont tiré dessus : la balle est entrée dans la poitrine du côté droit et lui est sortie plus bas que les reins. Quand je suis revenu on l'avait déjà emporté; je l'ai vu plus tard, au poste de secours, mais il ne m'a pas reconnu. Après, j'ai su qu'il était mort pendant la route vers l'hôpital. Après Germinal, Philippe! Ah j'étais fou! Le moment n'était pas choisi pour se lamenter surtout que leur aviation venait. Je n'en pouvais plus, non seulement moi, mais tous, — surtout quant ils ont su sa mort.

Quelques minutes plus tard nous avons continué l'avance, et nous avons coupé la route de Belchite à Saragosse. Après, nous avons occupé la Virgen del Poyo où nous sommes restés en seconde ligne trois jours, puis nous sommes venus occuper Puebla del Alborton en attendant qu'on vienne nous relever, car, depuis le 23 jusqu'à aujourd'hui, nous ne nous sommes pas reposés.

L'impression générale est bonne. La division Durruti, après avoir encerclé Fuentes de Ebro a continué l'avance, coupé la retraite de Villamayor del Gallego; ces deux villages sont tombés, et ils sont maintenant à quelques kilomètres de Saragosse; une division internationale, après avoir pris Mediana, a également continué l'avance; une autre division a, avec notre aide, encerclé la Sierra qui est devant nous et qui est la clef de la capitale aragonaise. Du côté de Teruel nous avons également pris énormement de positions.

Au point de vue confédéral nous avons eu un véritable triomphe, puisque presque tous les combattants étaient de la CNT.

Bébert (10) a plaqué les mitrailleuses.

Je dois monter aux positions et me vois dans l'obligation de vous laisser.

(9) Codo, principale position des rebelles entre Quinto et Belchite.

(10) Camarade français, tourneur chez Hotchkiss à Saint-Denis. Au front d'Aragon depuis l'automne dernier. Anarchiste.

La conduite des troupes staliniennes et «populaires»

Par ailleurs, nous avons reçu de l'agence franco-britannique Independent News *les nouvelles suivantes sur la conduite, au cours de cette même offensive d'Aragon, des colonnes staliniennes, d'une part, et de l'armée dite « populaire », d'autre part. On y verra la confirmation de ce qui a déjà été indiqué avec insistance dans la* R. P. : *l'impossibilité de faire fond, pour la lutte contre Franco, ni sur les troupes fascisto-staliniennes, qui ne demandent qu'à trahir, ni sur l'armée de conscription, qui, manquant d'idée, manque de cran.*

Ajoutons que la 25e division dont il est question dans ces informations est celle à laquelle apartient la compagnie qui fait l'objet de la lettre qu'on vient de lire.

Nous tenons à confronter ici l'état d'esprit des troupes confédérales et celui des autres formations : les calomnies répandues sur le soi-disant « front paresseux » d'Aragon, la légende représentant les troupes régulières comme de loin supérieures aux milices conscientes, devaient être réfutées.

La trahison stalinienne à Zuera

Le journal *Amigo del Pueblo*, organe des « Amis de Durruti », publié clandestinement à Barcelone, écrit le 21 septembre :

« Aux opérations qui eurent lieu, il y a peu de jours, dans le secteur de Zuera, participèrent six brigades : deux brigades de la division Karl Marx (communistes staliniens), une brigade de la division Durruti (C.N.T.), la brigade Rouge-et-Noir (C.N.T.) et les deux brigades de la division Lister (armée populaire, sans couleur politique).

L'opération consistait à prendre Zuera, afin d'isoler la région de Perdiguera et de Lecinena, et couper ainsi les forces qui occupaient ces deux villages.

L'échec de l'attaque sur Zuera doit être attribué à la défection de la division Karl Marx. *Cinquante* officiers de cette division et *six cents* soldats passèrent chez les fascistes. Par suite de ces désertions un bataillon se trouva coupé.

Malgré l'ardeur des forces confédérales, l'opération dans ces conditions, ne put être menée à bonne fin. L'ennemi disposa du temps nécessaire pour recevoir des renforts et il fut impossible de poursuivre l'attaque sur Zuera.

A la suite de conseils de guerre sommaires, qui durent être réunis immédiatement, on a fusillé trente officiers de la division Karl Marx. On a destitué, en outre, le commissaire politique de la division, Trueba, membre du P.S.U.C.; on a nommé à sa place Del Barrio. »

Le flanchage « populaire » à Belchite

Sur l'attitude de l'« armée populaire », on nous signale que la conquête de Quinto et de Belchite se doit à l'énergie et à la vaillance de la 25e division (C.N.T.).

Mais, lors de la conquête de Belchite, il se produisit un fait qui, si la 25e division n'avait pas réagi immédiatement, aurait pu avoir de funestes conséquences. Les forces de la division Lister flanchèrent, laissant s'ouvrir une brèche dans le cercle. Grâce à l'intervention immédiate d'un escadron de cavalerie de la 25e division, le cercle put

être rétabli. Une partie des forces de la division Lister s'enfuirent jusqu'à Alcaniz et Caspe (1).

L'armée « populaire » contre le peuple

Si l'armée « populaire » fout le camp devant les fascistes, en revanche, contre des villageois désarmés, elle sait se couvrir de gloire. Voici une autre nouvelle, des Independent News, *qui concerne cette même division Lister dont il vient d'être question :*

Dans les premiers jours de septembre, la division Lister arriva aux environs de Caspe. Au bout de quelques heures, elle pénétra à Caspe et à Alcaniz.

(1) Alcaniz et Caspe sont, l'une et l'autre, à 60 kilomètres du front. (N.D.L.R.)

Des groupes de choc de cette division firent irruption, fortement armés, et bloquèrent les locaux du Conseil d'Aragon et des organismes syndicaux. Ceux qui furent arrêtés à quelques kilomètres de Caspe furent traités si inhumainement, par la brigade de choc Lister, qu'ils crurent aller à l'exécution pendant leur transport à cette ville.

A la suite de ces arrestations, le chef de la division Lister s'adressa au peuple d'Aragon, annonçant que les collectivités devaient disparaître du sol aragonais et que le commerce libre serait rétabli.

Des assauts eurent lieu également contre les syndicats, les Athénées culturels, les locaux des Jeunesses Libertaires. Le journal *Nuevo Aragon* fut suspendu.

Les écrits et les faits

CRONSTADT 1921. — Commentant à son tour la lettre de Léon Trotsky, sur ce sujet, que je discutais dans la *R. P.* du 10 septembre, la *Lutte ouvrière* pose la question d'une manière tellement unilatérale qu'elle réussit à l'escamoter tout entière. Ce serait traiter cavalièrement l'histoire et réduire le travail d'analyse et de réflexion qui nous incombe à tous à une apologétique fort éloignée de toute pensée marxiste, s'il fallait voir dans son commentaire plus qu'une note hâtive rédigée pour ainsi dire sur le marbre... La *L. O.* écrit, en effet :

« La seule question à laquelle il soit utile de répondre est celle-ci : la révolution triomphante, mais minée par les contradictions sociales et économiques de la guerre civile... eut-elle raison de briser des mouvements dont le déploiement signifiait l'ouverture des partis à la démocratie capitaliste...? »

Ce n'est évidemment pas la seule question, puisqu'il y a toute l'histoire du bolchévisme et des Soviets à connaître; et c'est à peu près exactement le contraire de ce que les révolutionaires se sont toujours demandés, avec l'inquiétude la plus légitime, à propos de Cronstadt. La dictature du prolétariat, exercée par le parti communiste eut-elle raison de réprimer par la force les protestations, les revendications, les propositions, les manifestations des travailleurs en proie à la famine? Nous pourrions rappeler qu'avant Cronstadt, il y avait eu Astrakhan. Eut-elle raison de réprimer des mouvements qui, sous son égide, ne ressortissaient que de la démocratie ouvrière? Je suis enclin à penser que, de fort bonne heure, on abusa de la poigne, c'est-à-dire des méthodes administratives et militaires à l'égard des masses et des dissidents de la révolution. L'expérience a montré que c'était frayer la voie au despotisme bureaucratique. Il y a là une leçon à tirer pour revenir honnêtement à l'idée de la dictature du prolétariat (contre les possédants dépossédés), large et véritable démocratie de travailleurs.

La *Lutte ouvrière* « saisit d'ailleurs l'occasion de détruire la légende qui veut que Cronstadt 1921 ait été un immense massacre, La vérité est autre... » Autre, la vérité, camarades? Eh bien, dites la : donnez des précisions, indiquez vos sources... Un massacre n'a pas besoin d'être immense pour être abominable et, par définition, antisocialiste. Par centaines sinon par milliers, les marins de Cronstadt furent fusillés sur place. Trois mois après, on en sortait encore des prisons de Petrograd, la nuit, par petits paquets pour les exécuter dans des caves ou au polygone. Trois mois après, quand la Nep qu'ils avaient réclamée était proclamée, quand leur mort — secrète — ne pouvait même plus servir à l'intimidation! Et ce n'étaient point des Blancs...

Tout dans cette sombre page paraît préfigurer un avenir dont nous scrutons aujourd'hui, qu'il est devenu le présent, les ténèbres. La *L. O.* rappelle que le Xe Congrès du parti, inspiré par Lénine, envoya un grand nombre de ses délégués donner l'assaut à Cronstadt. Mais elle ne dit pas tout à ce sujet. Le Xe Congrès venait de condamner solennellement l'opposition ouvrière qui dénonçait dès alors les empiètements de la bureaucratie et réclamait plus de démocratie pour les travailleurs. Pour la première fois, une opposition et qui avait grandement raison sur plusieurs points (Lénine et Trotsky allaient s'en apercevoir deux ans plus tard) était marquée d'une épithète ne correspondant nullement à sa doctrine (la résolution du congrès taxa ces bolchéviks d'anarcho-syndicalisme), menacée d'exclusion et brimée par l'envoi de ses délégués au front de Cronstadt. Dybenko, notamment, y alla, qui passait pour anarchisant.

Relisez la plateforme de l'opposition ouvrière de 1920-21 et songez que, dix-huit mois plus tard, Lénine, presque à bout de forces, proposera à Trotsky un pacte de combat contre la bureaucratie du parti, de plus en plus insolente; songez que deux ans plus tard, l'opposition de gauche (Trotsky, Préobrajensky, Sérébriakov, Piatakov, Racovski) livrera son premier combat et sera battue : il est déjà trop tard.

Deux des auteurs de la plateforme de l'opposition ouvrière, vieux militants d'un quart de siècle de révolution, emprisonnés depuis des années, sont peut-être encore vivants dans quelque maison centrale : Chliapnikov et Médviedev. Alexandra Kollontay se survit dans la carrière diplomatique...

CONTRE L'ESPRIT DE SECTE. — Ces sujets sont encore brûlants... Est-ce une raison de n'y point toucher? Au contraire. Vingt ans après la première révolution socialiste victorieuse nous nous sentons tous vaincus, D'une magnifique victoire des travailleurs, nous avons vu naître, sur les bases de la propriété socialisée des moyens de

production, un régime inhumain, profondément antisocialiste par le traitement qu'il inflige à l'homme. Devant ces résultats, les querelles de sectes ne doivent-elles pas reprendre? Et nos adversaires communs n'ont-ils pas beau jeu en apparence? Il est facile (tellement que c'en est idiot) de conclure à la faillite des révolutions, du marxisme, etc.; facile aux réformistes de dire : Ah, si l'on avait suivi les chemins de la démocratie! (Comme si ces chemins n'avaient pas été suivis, hélas! jusqu'au pire bout, en Italie, en Allemagne et en Autriche!) Facile aux libertaires de s'exclamer : Ah, si l'on avait laissé faire les anarchistes russes! Tandis que la révolution espagnole va de défaites en défaites sous nos yeux, malgré l'hégémonie des anarchistes dans le mouvement ouvrier, — et leur bonne volonté et leur admirable courage que personne ne contestera. Deux mots personnels à ce propos. Les anarchistes m'ont souvent reproché de ne m'être pas assez élevé, en URSS, au temps de Lénine, contre la répression de l'anarchisme. Cette répression, je l'ai toujours considérée comme une faute, et j'ai fait tout ce que j'ai pu, en toutes circonstances, avec ténacité, pour la faire cesser ou l'atténuer; mais je ne pouvais pas grand'chose. On devrait mieux comprendre ces situations-là maintenant, à la lumière des événements d'Espagne. Les délégués de la C.N.T., au congrès extraordinaire des Soviets de l'an dernier, n'ont rien fait, rien pu faire pour leurs camarades russes persécutés. La C.N.T. n'a pas su empêcher l'étranglement du POUM et n'a pas même posé largement la question de l'assassinat de Nin. On a vu ses propres membres emprisonnés par centaines alors qu'elle participait au pouvoir! Je n'ignore pas d'ailleurs qu'elle prodigue les interventions dans les coulisses... Si la C.N.T. n'a pas su empêcher en Espagne la persécution des anarchistes, qu'y pouvait, dans la révolution russe, un militant isolé?

Devant une si vaste expérience de vingt années et plus, je ne vois qu'une attitude féconde : celle de l'analyse critique et du désarmement de l'esprit de secte. Nous traiter les uns et les autres de petits bourgeois au lieu d'étudier, de sang-froid, sous tous leurs aspects, les événements de 1921, par exemple, ne mènerait nulle part. Confrontons plutôt nos partis pris les plus sains avec la réalité. Les idées justes ne s'imposent pas, on les dégage par l'étude et la réflexion, avec bonne volonté. Les précieux exemples que nous apportait la révolution russe sont obscurcis, salis, compromis par la contrerévolution bureaucratique qui a gardé les vieilles enseignes; nous ne les retrouverons qu'en libérant notre esprit de formules usées, des clichés discrédités, des ressentiments de sectes ou de personnes et surtout de l'insupportable prétention au monopole de la vérité.

BOLCHEVISME ET ANARCHISME. — D'un remarquable article de Trotsky sur les rapports ou plutôt, l'antagonisme total, du bolchévisme et du stalinisme (*Bulletin de l'Opposition*, N° 58-59, octobre), ces quelques lignes inédites :

« L'auteur discuta maintes fois avec Lénine la possibilité d'offrir aux anarchistes des parties de territoire où ils eussent pu, d'accord avec la population, poursuivre leurs expériences sans Etat. Mais la guerre civile, le blocus et la faim laissèrent trop peu de place à de semblables desseins. »

C'eût été l'unique solution juste au problème de l'anarchisme russe, car il est bien évident que les paysans libertaires rassemblés sous les drapeaux noirs d'un Makhno avaient tout autant de droit à l'autonomie que n'importe quelle minorité éthnique. Les idées des travailleurs n'ont pas dans la révolution un moindre droit de cité que le sentiment national. Mais pas une tentative sérieuse ne fut faite dans ce sens, en dépit des accords passés avec Makhno contre les Blancs, et promptement déchirés, — des deux côtés à la fois semble-t-il; les plus grandes responsabilités devant être en tout cas attribuées au plus fort, au mieux organisé, c'est-à-dire au gouvernement bolchévik.

La guerre civile, la famine, le blocus rendirent-ils réellement impossible une politique de tolérance envers l'anarchisme? Le mouvement anarchiste, comme tous les autres mouvements d'opinion révolutionnaire, ne fut complètement étouffé par la répression qu'après la victoire et la fin de la famine, quand le pouvoir bureaucratique commença de s'affermir à visage découvert. Les dissidents de la révolution eurent le plus de liberté relative précisément pendant la guerre civile et la famine. Et n'oublions pas qu'ils contribuèrent à la victoire des Soviets : Makhno avait désorganisé l'arrière de Dénikine, Makhno entra un des premiers en Crimée blanche. Il me semble exact de constater qu'à partir de fin 1918-19 un esprit d'autorité, d'intolérance, d'étatisme à outrance, prévaut de plus en plus au Comité central bolchévik, éliminant de plus en plus brutalement les principes d'Octobre. Ni Lénine ni Trotsky ne le contrecarrent réellement, réduits plutôt à s'en servir. Ils tiennent avec raison que le salut est dans la plus grande fermeté, dans l'organisation la plus forte du nouvel Etat socialiste, dans la discipline la plus rigoureuse. A y bien réfléchir, rien de cela n'est incompatible avec la démocratie ouvrière, tout au contraire. Mais les esprits clairvoyants du parti sont surchargés, débordés, surmenés : la révolution a trop peu d'hommes. Le succès des méthodes despotiques vient précisément de ce qu'elles sont à la portée de n'importe qui et elles furent de fort bonne heure imposées par les nouveaux parvenus qui formèrent par la suite la bureaucratie.

VICTOR SERGE.

COMITE D'ENQUETE SUR LES PROCES DE MOSCOU

Jeudi 28 octobre 1937 à 21 heures, salle G. à la Mutualité, sous la présidence de Mme César Chabrun

GRANDE RÉUNION PRIVÉE d'information et de la presse

1) L'assassinat de Lausanne : l'affaire REISS - rapporteur **F. Challaye.**
2) Un procès de Moscou avorté : l'affaire GRYLEWITZ — rapporteur **Me Rosenthal.**
3) Compte rendu des travaux et des conclusions de la Commission américaine — rapporteur **A. Rosmer,** délégué à New-York du Comité français.

Participation aux frais : 2 fr. — Cartes d'invitation à la permanence de la R. P.

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

LA QUINZAINE

Voici la crise de confiance

Si nous en croyons le camarade Amblard, un des nombreux secrétaires de l'Union des Syndicats de la région parisienne, les assemblées syndicales ne se tiennent plus toujours selon le gré des dirigeants des organisations.

Il arrive que les militants responsables y soient critiqués, voire chahutés par les adhérents.

Je ne sais quelle nouvelle manie de la persécution pousse le camarade Amblard à voir là-dedans le résultat des efforts d'agents occultes placés tout exprès par le patronat dans nos rangs.

Pour qu'une telle interprétation se fasse jour, et qu'elle trouve l'abri des colonnes du Populaire, *il faut que la vague de mécontentement soit vraiment en progrès.*

N'est-il pas exact que deux militants des Syndicats de Services publics — tous deux élus communistes par surcroît — Fleury, des postiers, et Marcel Paul, de l'Eclairage, ont été accueillis, à la tribune du récent meeting du Vélodrome d'Hiver, par des huées et des coups de sifflet?

Ne dit-on pas que les militants du Syndicat des Métaux parisiens s'abstiennent, pour le moment, de paraître dans les réunions d'usine, de crainte d'y recevoir le même accueil?

N'ajoute-t-on pas que les effectifs dudit Syndicat sont en train, notamment aux usines Renault, de baisser verticalement?

Ces trois faits nous ont été rapportés comme venant de sources dignes de foi.

La presse ouvrière, ou prétendue telle, n'en a pas soufflé mot.

Mais l'article du camarade Amblard les confirmerait au besoin.

Dans le même temps, nous avons vu deux organismes officiels sortir de la léthargie où les vacances les avaient plongés.

Le Syndicat des Métaux, qui s'occupait seulement le mois dernier de démentir la préparation de nouveaux mouvements, a publié des résolutions de protestation contre les lenteurs de l'arbitrage.

En effet, les métallurgistes parisiens attendent encore qu'il soit statué sur un rajustement de salaires demandé le 15 juillet.

De son côté, l'Union des Syndicats a brusquement cessé de croire que tout allait pour le mieux et elle a organisé, pour le 23 octobre, une grande manifestation contre la vie chère.

Il s'agit sans doute d'ouvrir une soupape de sûreté au mécontentement des nombreuses corporations où, faute de l'échelle mobile, les salaires ont été dépassés par l'augmentation des prix.

Nous ne pensons pas que de telles mesures puissent enrayer la crise de confiance qui s'annonce et sur laquelle, en effet, misent les organisations patronales.

Accélérer l'arbitrage? Il faudrait d'abord que les décisions arbitrales déjà prises soient appliquées par les patrons.

Tel n'est pas le cas, et l'autorité du gouvernement tombe en quenouille.

A quelques semaines du Comité national confédéral et de la réponse de M. Chautemps promettant l'institution d'une « Charte du travail », les tenants de la nouvelle « nuit du 4 Août » donnent le spectacle ridicule d'en être réduits à se lamenter sur la non-application de décisions arbitrales.

A quoi bon accélérer les décisions à intervenir si elles ne doivent pas être mieux appliquées que celles déjà prises!

Quant aux manifestations plus ou moins grandioses contre la vie chère, il faut être bougrement naïf pour penser qu'elles aboutiront au rajustement indispensable des salaires. Ça ne s'est encore jamais vu, et ça ne se verra pas encore demain.

Les dirigeants de nos syndicats feraient mieux de parler franc.

Ils devraient reconnaître qu'il sont, en ce moment, coincés entre ce qui devrait être leur tâche essentielle — le maintien de la condition ouvrière — et la politique de soutien qu'ils pratiquent envers le cabinet Chautemps.

S'ils faisaient ce qu'ils devraient faire pour maintenir les salaires face à l'augmentation des prix, ils seraient amenés à entrer en lutte plus ou moins ouverte avec le gouvernement.

Faute d'avoir reconnu que le Front populaire avait reçu un coup mortel avec la chute du cabinet Blum et n'ayant pas eu à ce moment le courage de retirer la C.G.T. du Rassemblement populaire — seule attitude logique — ils se sont lié les mains et se sont exposés eux-mêmes à la vague de mécontentement qui sourd de partout — et qui ne pouvait pas ne pas sourdre.

La crise de confiance est ouverte entre les organisés et les organisations.

Le camarade Amblard croit-il empêcher le développement de cette crise en organisant des services d'ordre dans les assemblées syndicales?

C'est du dernier comique.

Il aboutira seulement à faire fuir les adhérents.

Parlons sérieusement. Ce qu'il faudrait, c'est changer de politique.

Comment en sortir?

Nous ne voulons pas méconnaître les difficultés. Au contraire, nous croyons qu'il faut y faire face et en venir à bout. Mais il nous semble que la politique des dirigeants de la C.G.T. ne peut que les aggraver sous les pas des militants qui sont en contact direct avec les syndiqués.

Nous sommes en face d'une politique générale du patronat qui consiste à refuser de souscrire tout engagement paritaire nouveau, à dénoncer ceux souscrits en Juin, à tenir en échec l'arbitrage.

Le patronat spécule sur l'incapacité où se trouve le gouvernement de l'obliger à souscrire à la paix sociale.

En refusant systématiquement le contact, il augmente les germes de conflits sociaux et il espère ainsi placer le gouvernement — par ailleurs aux prises avec une terrible gêne financière — devant des difficultés inextricables. Du même coup, il pense user l'autorité des syndicats et, disons le mot, démolir l'organisation syndicale à l'usine.

S'il n'y a pas là l'exécution d'un plan savamment dressé par les stratèges de la C.G.P.F., tel est, au moins, le résultat de la politique qu'ils imposent aux organisations corporatives patronales.

Comment en sortir?

Continuer à soutenir un gouvernement impuissant, et, pour ne pas le gêner, s'interdire toute action, c'est-à-dire persiser dans la voie suivie jusqu'alors, c'est, de toute évidence, continuer à prêter le flanc à la politique patronale et conduire le mouvement syndical à l'effondrement.

Espérer une rénovation du Front populaire d'un nouveau gouvernement avec la participation communiste — alors que les élections cantonales viennent de marquer nettement un arrêt dans les progrès du P. C. — c'est croyons-nous, pure chimère.

Ne sait-on pas que ce gouvernement serait, à sa naissance même, placé devant des impossibilités financières absolues?

Il en serait, d'ailleurs, de même pour un gouvernement auquel participerait la C.G.T.

Depuis avant même la chute du cabinet Blum, les puissances d'argent ont repris le dessus, et nous ne pensons pas qu'il soit possible de les vaincre par des moyens démocratiques et dans le cadre et avec les hommes de la légalité bourgeoise.

La rénovation du Front populaire ne nous apparaît que comme une douce illusion.

Alors, que faire?

C'est assez simple. Il faudrait que la C.G.T. déclare son indépendance totale à l'égard du gouvernement. Ne pas prendre, d'abord, cette décision radicale, c'est se condamner à partager l'impuissance de ce gouvernement et le châtiment qui s'ensuivra.

Puis, maintenant que la C.G.T. est devenue une force, il faudrait qu'elle se conduise comme une force, et que, contre la C.G.P.F., elle engage les batailles nécessaires.

Puisque les patrons ne veulent pas respecter les conventions collectives, puisqu'ils se refusent à renouveler celles qu'ils ont signées en Juin, puisqu'ils n'en veulent pas souscrire de nouvelles, la C.G.T., délivrée de l'impuissance consécutive à la politique de soutien, doit agir d'une façon directe pour obliger les patrons à céder, comme ils ont cédé en Juin.

Ce ne serait pas l'aventure, quoi qu'en pourraient dire certains.

Mettre en application une stratégie générale enfin dressée éviterait d'engager des batailles dispersées et sans issue et permettrait de choisir son terrain.

En un mot, il faudrait se battre, et bien se battre.

C'est assez dire que nous ne voyons d'autre solution à la crise de confiance que dans la renaissance du syndicalisme tel qu'il avait été défini par la résolution d'Amiens.

Nous n'avons jamais voulu ne retenir de la Charte d'Amiens que son affirmation de l'indépendance du syndicalisme.

La définition qu'elle a donnée du double rôle du syndicalisme reste également à nos yeux la loi de la C.G.T.

La C.G.T. devrait poursuivre parallèlement :

1° « La coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. »

(Cette première partie du texte d'Amiens condamne le piétinement auquel nos organisations sont actuellement réduites et qui se traduit par le sacrifice des intérêts ouvriers.)

2° Cette besogne n'étant « qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme », la C.G.T. devrait préparer « l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ».

Il n'est que trop vrai que cette deuxième partie de notre Charte n'est plus depuis longtemps dans l'esprit de nos dirigeants confédéraux.

Mais n'est-il pas possible que le jeu cruel des événements n'y ramène un jour prochain les hommes et les organisations?

Si la classe ouvrière veut triompher des difficultés actuelles et si nos organisations veulent conserver sa confiance, il n'est, à notre avis, pas d'autre voie que le retour à ces deux côtés de l'œuvre du syndicalisme.

M. CHAMBELLAND.

Après le 20e Congrès de l'Habillement

Une victoire syndicaliste

Le 20e Congrès de la Fédération de l'Habillement s'est tenu les 17, 18 et 19 septembre à la salle des Fêtes, rue Cadet.

Je ne veux pas, ici, relater toutes les phases de ce congrès que vous avez pu suivre dans la presse ouvrière.

Je me contenterai de rappeler qu'une délégation étrangère importante (10 délégués) avait tenu à assister à ce congrès ce qui, au point de vue international, marque la volonté des travailleurs de l'Habillement de tous pays de se grouper afin de mieux résister aux attaques patronales.

En 1935, eut lieu le congrès de fusion qui permit la réalisation de l'unité syndicale dans l'Habillement.

Il apparut que les deux premiers jours du congrès, malgré les différences de vues inévitables, chacun fit son possible pour conserver cette unité. Ce ne fut que le troisième jour, au moment des élections pour le Bureau et la C. A. qu'une fêlure se fit sentir entre les syndicats de Paris appuyés par deux syndicats de Lyon, celui de Marseille, les deux syndicats d'Alger, et les syndicats de province qui sont, dans leur grosse majorité, partisans de l'indépendance du syndicalisme.

C'est, naturellement, sur les candidatures que s'ouvrit la lutte.

Pour l'élection de la C. A. fédérale, deux listes étaient en présence : la liste présentée par neuf syndicats de Paris et celle présentée par les syndicats de Bordeaux, Lille et Toulouse. Inutile d'ajouter qu'elles étaient bien différentes dans leur composition.

Les staliniens s'y sont pris à leur manière habituelle, en criant très fort. Le résultat a été contraire au but poursuivi. Ils ont nettement indisposé la presque totalité des délégués et s'en sont bien rendu compte.

Avec, pour leur répondre, des camarades comme Bonnet, Dumont, Ringenbach, Garrigou, etc... qui leur sont vraiment supérieurs, tant au point de vue syndicaliste qu'au point de vue discussion, ils n'ont pu tenir le coup et réagir victorieusement.

Ils ont cherché à donner l'impression que, seuls les syndicats de Paris pouvaient diriger la Fédération. Ils ont été plus que déçus et criaient au scandale. Pourtant, les votes ont été faits régulièrement par bulletins, en toute liberté et connaissance. Ils ne peuvent que s'en prendre à eux s'ils ont échoué sur toute la ligne.

Pour le Bureau, les candidatures des camarades Bonnet, secrétaire général, Bertrand, secrétaire-adjoint, Dumont, trésorier général, la camarade Buissonier et le camarade Robert pour le Bureau Fédéral, ont été acceptées à l'unanimité.

Je souligne que la camarade Buissonnier est secrétaire du jeune et petit syndicat des Fleurs et Plumes de Paris, ce qui montre bien l'esprit impartial qui a guidé les propositions de candidatures et les votes.

Pour le poste de secrétaire-adjointe, deux candidates étaient en présence : la camarade Bodineau, secrétaire de l'Union Générale de l'Habillement de Paris et la camarade Vignard, de Chalon.

L'élection paraissait certaine pour la camarade Bodineau, connue à Paris et en province; pourtant, la camarade Vignard l'emporta avec 331 voix contre 223 à Bodineau. C'est un échec écrasant pour la secrétaire de l'Union Générale de l'Habillement et nos braves tendancieux ne s'attendaient pas à cela.

Pour le poste de trésorier-adjoint, c'est le camarade Hérault qui l'emporta sur la camarade Charpentier (de la Fourrure de Paris) à une écrasante majorité. On ne peut que féliciter celui-ci, qui tenait déjà ce poste depuis un an, à la satisfaction de tous.

Enfin, c'est une grande victoire que les syndicalistes seront heureux d'enregistrer. Cela prouve que si nous voulons nous donner la peine de lutter, nous pourrons arriver à éliminer tous ceux qui veulent asservir le syndicalisme à une dictature politique.

Nous avons constaté, lors de ce Congrès, la place et l'influence qu'ont prises les camarades femmes. En effet, dans cette industrie, on compte 80% de main-d'œuvre féminine. Il est normal que ce soit des femmes, qui discutent en nombre les revendications des ouvrières.

Nous avons aussi, longuement discuté sur le travail à domicile, plaie qui ronge notre industrie, et nous faisons l'impossible afin d'arriver à une solution qui règlemente ce travail. Surtout, nous voulons que ces travailleurs soient considérés comme salariés et bénéficient des avantages sociaux acquis par la classe ouvrière. Ainsi, les travailleurs à domicile ne seront plus les concurrents dangereux des travailleurs en ateliers.

Le Congrès a également examiné la situation créée dans quelques-unes de nos industries par les importations de produits étrangers, à des prix tellement bas que le travail arrive à ne plus se faire en France.

Des résolutions sérieuses ont été prises et nous avons la ferme volonté de travailler à leurs réalisations.

G. PELLETIER.

EN PASSANT...

Les honneurs militaires...

Entre tant d'autres « mômeries », qui eussent indigné les révolutionnaires d'antan, les honneurs militaires furent rendus à la dépouille de Vaillant-Couturier, par deux compagnies de gardes mobiles.

C'est aux accents de la *Marseillaise* que le convoi funèbre s'ébranla.

Ainsi s'en est allé un homme qui était venu au mouvement ouvrier par la haine de la guerre et du militarisme.

Comme tant d'autres qui, ayant injurié les prêtres leur vie durant, se font enterrer à l'église.

Un caractère

Vaillant-Couturier avait beaucoup de qualités, si, du moins, nous en croyons ses laudateurs. Mais il manquait de caractère.

En 1924, au début de la première crise de la « bolchevisation » du parti communiste, il avait promis son concours à son ami Boris Souvarine.

Décidé à le défendre au cours d'une séance du Comité directeur, la séance n'était pas terminée qu'il le lâchait et se ralliait à la majorité. Toutefois, il eut un remords.

— Je vote la résolution, déclara-t-il, mais à condition qu'on ne touche pas à Souvarine.

Quelques semaines après, Souvarine était exclu du Parti. Mais Vaillant-Couturier ne souffla mot. Il avait oublié sa condition.

Jouhaux soviétisé

Jouhaux n'a pas seulement accordé son haut patronage aux Journées d'amitié franco-soviétique. Il vient d'être désigné pour présider la délégation de la F.S.I. chargée de négocier l'affiliation des syndicats russes.

Cette fois, le voyage à Moscou est certain.

Le temps n'est plus où Jouhaux faisait lire le *Staline* de Souvarine aux militants des fédérations.

L'évolution du « général » ne doit pas surprendre. Elle ne peut que rassurer les révolutionnaires qui, ayant défendu les Soviets en 1917, ne les reconnaissent pas dans le stalinisme. Un tel patronage confirme que la révolution russe n'est plus.

Lefèvre s'en va

Robert Lefèvre abandonne le secrétariat de l'Union des Syndicats de la région parisienne. Il devient secrétaire de la branche Santé de la Fédération des Services publics.

Lefèvre a dû pousser un fameux soupir de soulagement en quittant la boutique du boulevard de Magenta.

Ce ne devait pas être drôle tous les jours de travailler avec les Hénaff et autres Tollet.

Nous n'avons pas toujours été d'accord avec Lefèvre. Il y a même eu entre nous des mots assez vifs. Mais, vraiment, nous ne pouvons qu'applaudir à un départ dont le sens est clair.

L'Union des Syndicats parisiens est maintenant la chose des staliniens.

On demande un secrétaire

Deux ou trois réunions de la Commission exécutive ont été tenues pour trouver un remplaçant à Lefèvre. En pure perte.

Tous les ex-confédérés pressentis se dérobent. Il n'y a pas d'amateurs pour jouer les otages.

On demande un secrétaire. S'adresser à l'Union des Syndicats, 12, boulevard de Magenta. Caractères s'abstenir.

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

LES DEVELOPPEMENTS DE LA SECONDE PHASE DE L'INTERVENTION BRITANNIQUE

J'indiquais, il y a trois mois exactement, que la seconde phase du plan britannique à l'égard de l'Espagne allait s'ouvrir : faire quitter l'Espagne aux soldats de Mussolini afin que l'Angleterre ait le champ libre pour établir son protectorat sur Franco (protectorat que M. Eden a récemment désigné de cet euphémisme : l'Angleterre « ne se désintéresse pas » de la politique extérieure du gouvernement qui s'établira en Espagne).

A peine avions-nous indiqué cela que le grand jeu commençait. D'abord, comme toujours avec l'Angleterre, ce fut la manière douce, ultra-douce. Neville Chamberlain commença par débarquer son ministre des Affaires étrangères coupable de ne pas être *persona grata* auprès de Mussolini depuis les affaires d'Etihopie; il s'installa en personne à la direction du Foreign Office et proposa à Mussolini des négociations directes sur le problème de la Méditerranée; en les attendant, on s'écrivit des lettres d'amour... on se promit d'aller se voir..., c'était touchant, une véritable idylle...

Trop touchant pour que le vieux renard Mussolini s'y laisse prendre. Chamberlain lui écrivait? Très heureux de recevoir sa lettre. Chamberlain parlait d'aller à Rome? Pourquoi pas? Une négociation entre quatre-z-yeux de l'Angleterre et de l'Italie sur la question de l'Espagne et de la Méditerranée? Bien sûr. A une condition cependant, c'est que de cette négociation sorte ce que voulait Mussolini et non ce que voulait l'Angleterre.

Or, pour qu'une négociation tourne à l'avantage de l'une des parties, il est un bon moyen, c'est d'effrayer l'autre, en commençant par lui montrer sa force. Mussolini, en tout cas en jugea ainsi et ce fut, alors, tout de suite après les lettres d'amour : les torpillages dans toute la Méditerranée — jusqu'aux portes des Dardanelles, — l'annonce de la visite à Hitler, et aussi la grande attaque du Japon sur la Chine, qui, évidemment, n'a pas été faite seulement pour faire plaisir à Mussolini, mais dont la date a peut-être été avancée, sinon sur sa demande, tout au moins en liaison avec ses provocations. (Je passe sur les faits moins importants comme les manœuvres de Sicile, le discours qui les clôtura affirmant le droit d'intervenir en Espagne, les télégrammes consécutifs à la prise de Santander, la création d'un nouveau corps d'armée en Libye, etc., etc...)

Il n'en fallait certes pas tant pour que Londres se rendit compte que la manière douce ne prenait pas, pour le moment du moins, et l'idylle tourna court : Eden reprit la direction du Foreign Office et.... on fit marcher la France, le « coq gaulois » étant toujours tout disposé lorsqu'il s'agit de donner un coup de gueule.

Ce fut donc, sur la demande de la France, la conférence de Nyon. L'Angleterre et la France s'y partagèrent la police de la Méditerranée. Coup droit à l'Italie qui se trouvait ainsi évincée d'une mer qu'elle prétendait précisément être la sienne. Elle réclama donc une part de cette police, ce qu'on s'empressa de lui accorder, l'Angleterre ne voulant pas se fermer dès ce moment toute possibilité de revenir à la manière douce, le jour où l'Italie lui paraîtrait « à point ».

Cependant l'Angleterre ne lâchait pas la question, capitale, des volontaires. Toujours par l'intermédiaire de la France, chargée de toutes les initiatives dans le domaine de la manière forte, l'Angleterre fit proposer à l'Italie une conférence tripartite, où l'Italie se serait trouvée seule contre deux; Mussolini ayant décliné cette charmante invitation, on a ramené la question des volontaires au sous-comité de « non-intervention », réuni d'urgence, et on y a fait soumettre par la France, toujours heureuse de paraître jouer les premiers rôles, des propositions de solution rapide.

Les choses en sont donc là au moment où j'écris, c'est-à-dire entre la deuxième et la troisième réunion du dit sous-comité de « non-intervention ».

La question que beaucoup se posent est celle-ci : l'Angleterre tiendra-t-elle ? Je crois qu'on peut répondre avec une quasi-certitude qu'elle tiendra. Quand l'Angleterre ne tient pas, c'est, ou bien parce que le jeu n'en vaut pas la chandelle, ou bien, et c'est le cas le plus fréquent, parce que ce qu'elle propose n'est que pour donner le change, et que sa politique véritable est que ses propositions ne soient pas adoptées. Ce fut ce dernier cas par exemple avec la « non-intervention ». Si la non-intervention avait été vraiment observée par l'Allemagne et l'Italie, ce qui eût amené l'écrasement de Franco, la première marrie en eût été l'Angleterre, bien que ce fut elle qui prétendit le plus tenir à la « non-intervention ».

Pour le moment il n'est est plus de même. Jamais une question n'a été aussi grave, aussi décisive pour l'avenir de l'impérialisme britannique que le rappel des « volontaires » italiens.

La Méditerranée — et je renvoie à ce su-

jet à notre manuel de Géographie Economique d'Horrabin — est l'élément capital de l'Empire britannique. La Méditerranée perdue, c'est l'Empire perdu, c'est le commerce anglais lui-même tout entier en péril. Or, aujourd'hui, en présence d'une Italie agressive, qui a comme objectif très net de chasser l'Angleterre de la Méditerranée, Gibraltar, Malte et Chypre ne suffisent plus. Il faut avoir autour de la Méditerranée toute une série de puissances « protégées ». Après le Portugal (quasi-méditerranéen) et la Grèce, l'Angleterre veut établir son protectorat sur l'Espagne, c'est-à-dire y avoir un gouvernement à sa dévotion, ou, comme dit M. Eden déjà cité, ne pas « se désintéresser » de la politique extérieure de ce gouvernement. Or, elle estime que le seul gouvernement dont elle puisse escompter la dévotion est un gouvernement qui, privé de base sérieuse dans le pays, ne puisse se maintenir que grâce à elle : un gouvernement comme ceux de Salazar et de Metaxas, un gouvernement dictatorial. Et comme le seul gouvernement dictatorial qui paraisse possible à l'heure actuelle en Espagne est celui de Franco, il faut que l'Angleterre établisse son protectorat sur Franco.

Or, cela est impossible tant qu'il y aura auprès de Franco 100.000 soldats italiens; Franco, même s'il le veut, ne peut se soustraire à l'étreinte de Mussolini, tant que le quart de ses troupes est composé de soldats de Mussolini.

L'Angleterre fera peut-être encore traîner les choses en longueur si la présence de troupes italiennes en Espagne lui paraît encore nécessaire pour le succès de Franco, mais il arrivera forcément un jour où elle exigera leur départ (ou le fera exiger par la France, ce qui revient au même).

Et Mussolini, lui, tiendra-t-il?

Ici, les pronostics ne peuvent être que beaucoup plus réservés, car on ne peut les établir dans ce cas que sur la psychologie d'un homme, et la psychologie est chose fort conjecturale.

Tout ce qu'on peut dire, c'est que, dès son arrivée au pouvoir, Mussolini n'a pas caché ses visées sur la Méditerranée, « *mare nostrum* ». Et il paraît bien que telle soit vraiment sa grande ambition : être l'homme qui aura chassé de la Méditerranée l'Angleterre, cette puissance non méditerranéenne, et établi à sa place l'hégémonie de l'Italie. Dans l'accomplissement de ce dessein Mussolini semble s'être actuellement engagé à fond, estimant sans doute qu'aujourd'hui les circonstances lui sont assez favorables, plus favorables que celles qu'il peut lui arriver encore de rencontrer : lorsqu'on a la soixantaine, on n'a plus beaucoup de temps pour attendre.

Tout comme l'Angleterre, Mussolini juge donc sans doute que le moment actuel est décisif, que la Méditerranée deviendra italienne ou restera anglaise selon que l'Espagne deviendra italienne ou anglaise, et que 100.000 Italiens à demeure auprès de Franco sont indispensables pour que l'Espagne devienne et demeure italienne.

Il est donc peu probable également que Mussolini cède. Aux objurgations de Eden, tout comme à la sirène de Chamberlain, il résistera.

Alors?

Je vous laisse le soin, camarades lecteurs, de tirer vous-mêmes la conclusion. Conclusion qui sans doute ne se trouverait en défaut que si l'un des éléments capitaux de la situation que nous venons d'indiquer venait, par une cause extérieure quelconque, à être modifié.

LA FRANCE CONTINUE A APPROVISIONNER D'OR FRANCO

Pendant ce temps, le capitalisme français continue, avec l'appui du gouvernement, à approvisionner d'or Franco.

Pendant le premier semestre de cette année, la France a acheté à Franco, rien qu'en pyrites, 96.696 tonnes.

Quatre-vingt seize mille tonnes intégralement payées, comme de bien entendu, en or, Franco n'acceptant aucun autre mode de payement. Rappelons que, par contre, les achats faits par la France à l'Espagne républicaine ne lui sont payés en or que pour *le quart* de leur montant (voir *R. P.* du 25 janvier 37), le gouvernement de M. Blum ayant traité l'Espagne républicaine encore plus mal que le gouvernement conservateur de M. Baldwin qui a maintenu au moins la balance égale entre les deux Espagnes, puisqu'il a autorisé les paiements intégraux en or aussi bien à l'Espagne républicaine qu'à l'Espagne rebelle.

LA PALESTINE, NOUVELLE EGYPTE

Au lendemain de la guerre, l'Egypte ayant énergiquement réclamé à l'Angleterre son indépendance, celle-ci envoya les chefs du mouvement, en particulier Zagloul Pacha, méditer sur les beautés du libéralisme britannique dans un coin perdu des Tropiques.

Cela n'empêcha pas Zagloul Pacha de revenir en Egypte, cela n'empêcha pas son parti, le Wafd, de devenir le parti le plus puissant, on peut presque dire le seul parti d'Egypte et l'Egypte de finir, après quinze nouvelles années de lutte, par... recouvrer son indépendance.

Aujourd'hui, l'Angleterre recommence en Palestine ce qu'elle fit alors en Egypte. Elle vient d'expédier à Mahé, dans les Seychelles, presque exactement sous l'Equateur, les principaux chefs musulmans qui s'opposaient à ce qu'on enlève aux habitants traditionnels de la Palestine (arabes et israélites) toute une partie de leur pays

pour la donner à des colons européens (1).

Bien entendu, cette déportation barbare et arbitraire (arbitraire parce qu'effectuée par mesure administrative, sans jugement, à la manière du Guépéou), a conduit les Palestiniens à prendre de vigoureuses mesures d'auto-défense, qui rappellent, à s'y méprendre, celles des « fenians » d'Irlande.

Et, bien entendu aussi, comme au Maroc, comme en Algérie, on incrimine « la main de l'Italie ». Tout comme en France on incriminait « la main de l'Angleterre » en Syrie durant les années 1920.

Tout cela est manifestement faux.

Que l'Italie cherche à utiliser pour ses propres desseins la révolte palestinienne, c'est bien évident! Que même elle lui fournit de l'aide, c'est probable! Et que les Palestiniens utilisent contre leur ennemi direct l'aide que peut leur rapporter l'ennemi de leur ennemi, c'est non moins probable. Utiliser les antagonismes de ses adversaires, c'est l'a.b.c. de la politique.

Mais cela ne signifie nullement que l'Italie est *la cause* du mouvement palestinien, pas plus que l'Angleterre n'était la cause du mouvement syrien. Dans un cas comme dans l'autre, la seule cause est l'impérialisme. Le seul coupable est l'impérialisme anglo-sioniste qui a exproprié les indigènes de leurs terres et veut les priver maintenant de toute une partie de leur pays au profit d'immigrés importés.

Mais le Levant asiatique paraît capable d'opposer à l'impérialisme européen une toute autre résistance que celle que lui opposa l'Afrique. La Syrie a déjà fait reculer l'impérialisme français, malgré le bombardement de Damas, « ville ouverte », par le franc-maçon Sarrail; la Palestine fera à son tour reculer l'impérialisme anglo-juif, malgré les menaces de dynamitage de ses villages proférées par les mandataires de la S.D.N. Et les déportés de Mahé rentreront un jour en vainqueurs dans une Palestine une et indépendante.

LE RECUL DU CAPITALISME D'ETAT EN ALLEMAGNE

La gravité des événements extérieurs, et surtout de ceux d'Espagne où se joue le sort mondial de la révolution prolétarienne, nous empêche de suivre d'aussi près que naguère, les transformations économico-sociales du capitalisme dans les différents pays. Il y a un fait cependant qu'il ne faut pas laisser passer.

On sait qu'au cours de ces dernières années, les Etats fascistes, tant allemand qu'italien, ont multiplié leurs interventions dans le domaine de l'économie capitaliste et placé sous leur contrôle d'importantes affaires qui jusque-là étaient purement privées. Etait-ce le début d'un capitalisme d'Etat destiné à durer et à se développer? Ou bien, au contraire, n'étaient-ce que des mesures de circonstance dues à la crise et destinées simplement à maintenir à flot pendant la durée de celle-ci des affaires qui, sans l'intervention de l'Etat, risquaient de sombrer? C'est là une question que nous avons plus d'une fois ici posée.

A cette question il est difficile encore de répondre définitivement, mais nous avons à verser au dossier un fait récent et important : la plupart des grandes banques allemandes étaient passées, depuis l'arrivée d'Hitler au pouvoir, sous le contrôle de l'Etat qui s'en était approprié la majorité des actions; or, on vient d'apprendre que deux de ces plus grandes banques, la *Dresdner Bank* et la *Commerz und Privatbank* ont repris « le contrôle de toutes leurs actions » et sont redevenues « entièrement privées ».

R. Louzon.

(1) Je dis bien : des colons *européens*. Il n'y a en effet que les juifs et les antisémites, pour croire encore que les juifs d'Europe sont des Sémites. (Voir la remarquable conférence de Renan faite sur cette question au Cercle Saint-Simon).

Une lettre d'Emma Goldman

Pour juger d'une situation aussi complexe que la situation intérieure actuelle de l'Espagne républicaine, rien ne vaut peut-être la première impression d'un témoin, lorsqu'il s'agit du moins d'un témoin averti.

C'est pourquoi il nous semble intéressant de publier la lettre qu'écrit de Madrid Emma Goldman, militante connue du mouvement anarchiste :

Je suis si accaparée par les événements de Madrid, que je ne puis fixer mon esprit sur quoi que ce soit d'autre. Mon cher Madrid est le miracle des siècles. Il représente la plus grande époque en courage, en endurance, de toutes celles dont nous avons pu lire le récit dans les légendes. Nul n'a pu avoir l'espoir de se trouver face à face avec telle grandeur. Plus que jamais l'esprit du peuple est merveilleux. Nos camarades créent, construisent et espèrent, au milieu des ruines et de la mort. Cela vous enlève le souffle. Je te le dis, chacun devrait pouvoir venir ici se rendre compte de ce qui se passe à Madrid. Il ne jugerait pas aussi aisément et ne condamnerait pas aussi facilement leurs quelques erreurs. Du reste il n'y a aucune grandeur sans erreurs. La postérité juge, non pas par les erreurs commises, mais par les grands actes. Je crois fermement que les efforts de nos camarades seront jugés à leur juste valeur. Car n'est-il pas miraculeux de voir un peuple créer et aller de l'avant dans son travail gigantesque et construire, sous le fer et dans le feu? Et c'est exactement ce que nos camarades font.

E. Goldman.

Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e). *Le gérant :* M. Chambelland.

Lecteurs et amis de la R. P.

IL FAUT ABSOLUMENT LIRE ET

répandre au maximum

Un mineur français en U.R.S.S.

PAR

KLÉBER LEGAY

secrétaire de la Fédération Nationale des Mineurs
président du Syndicat des Mineurs du Nord

Etabli au retour de l'auteur en France, ce rapport adressé au Conseil National des Mineurs vient d'être publié en brochure,

une brochure de

1 fr. 50 seulement

C'est un complément et le pendant de la brochure

d'YVON

C'est un chef-d'œuvre.
Un chef-d'œuvre qui montre ce que, même au cours d'une rapide délégation officielle, on peut voir **LORSQU'ON VEUT VOIR.**
Un chef-d'œuvre qu'il faut faire lire à tous ceux qui partent en U.R.S.S.

Commandez-le en masse à la

Librairie du Travail

17, RUE DE SAMBRE-ET-MEUSE — PARIS (10e)
(Chèques postaux : **Paris 43-08**).

1 brochure	1 fr. 50	50 brochures	50 fr.
10 brochures	12 fr.	100 brochures	100 fr.
25 brochures	25 fr.	1.000 brochures	800 fr.

Deux brochures qui se complètent

M. YVON

Ce qu'est devenue la Révolution Russe

C'est un tableau d'ensemble de la Russie, établi par un travailleur révolutionnaire qui y a vécu onze ans.

KLEBER LEGAY

Un mineur français en U. R. S. S.

C'est la vision d'une industrie particulière par un délégué ouvrier, au cours d'un voyage d'études.

Deux points de vue. Même conclusion

Pour faciliter le débourrage de crânes, nous pouvons envoyer ensemble

Les deux brochures aux prix réduits suivants :

1 Yvon et 1 Legay — 3 fr. 50 franco.
5 Yvon et 5 Legay : 16 fr. franco. 50 Yvon et 50 Legay : 100 fr. franco.
10 Yvon et 10 Legay : 28 fr. franco. 100 Yvon et 100 Legay : 200 fr. franco.
Passez d'urgence vos commandes à notre compte de chèques postaux :
« REVOLUTION PROLETARIENNE », 54, RUE DU CHATEAU-D'EAU.
COMPTE 734-99 PARIS.